

**Nations unies - Venezuela - Conseil  
de sécurité - Réunion en formule  
Arria - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies**  
(New York, 13 novembre 2017)

Je voudrais commencer par remercier les États-Unis et l'Italie d'organiser cette réunion sur la situation au Venezuela dans un format que nous devons à M. Diego Arria, ancien représentant permanent du Venezuela aux Nations unies. Nous remercions également le secrétaire général de l'organisation des États d'Amérique, le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, M. Donnelly et M. Henriquez pour leurs interventions très éclairantes sur l'évolution de cette crise.

Je souhaiterais revenir sur les préoccupations majeures que nous avons eu l'occasion d'exprimer régulièrement ces derniers mois, avant de soulever la question du chemin à suivre pour prévenir des conséquences potentielles sur la paix et la sécurité internationales et répondre aux conséquences humanitaires de cette crise politique.

- 1) Nos préoccupations en effet sont d'abord d'ordre politique et humanitaire

La France déplore la dégradation continue de la situation politique au Venezuela en dépit des nombreux appels de la communauté internationale au respect des principes fondamentaux de la démocratie et des droits de l'Homme. Citons en particulier la substitution inconstitutionnelle de l'Assemblée nationale par une assemblée constituante fortement contestée, ainsi que les élections régionales du 15 octobre dernier qui ont été entachées de graves irrégularités et d'une opacité qui font douter des résultats sortis des urnes.

Nous avons également constaté une dégradation de la liberté de la presse et des libertés d'expression et de manifestation tout au long de cette année. Des figures de l'opposition et de la société civile continuent d'être arrêtées de manière arbitraire en dehors de tout cadre légal. La société civile, y compris les ONG, est soumise à une pression croissante des autorités.

Sur le plan humanitaire, mon pays est particulièrement préoccupé par les conséquences des pénuries sur une population qui ne trouve plus suffisamment pour se nourrir ou se soigner. Nous ne pouvons détourner notre regard face à un peuple vénézuélien qui subit de plein fouet cette crise politique. Cette situation est d'autant plus inacceptable que le potentiel économique du Venezuela, nous le savons, devrait garantir à chaque citoyen vénézuélien un niveau de vie prospère.

- 2) La question centrale de la sortie de crise se pose donc à un moment où les conséquences

régionales ne peuvent plus être ignorées.

Condamnables en soi, bien sûr, les violations des droits de l'Homme sont, en outre, par elles-mêmes déstabilisatrices. Il est essentiel que les autorités vénézuéliennes se conforment à leurs engagements internationaux en matière de droits de l'Homme, et donc respectent la liberté de la presse, la liberté d'opinion et le droit de chacun à un procès équitable. Des enquêtes doivent également être menées concernant l'ensemble des incidents violents, et les responsables poursuivis devant la justice.

Nous notons avec inquiétude que ces violations des droits de l'Homme ont également des conséquences régionales, s'agissant en particulier des déplacements de population. Cet enlisement d'une crise politique et ses effets néfastes sur le plan régional, tant de fois observés dans d'autres zones, rendent plus que jamais nécessaire une médiation internationale crédible. Cette médiation doit avoir la confiance des deux parties, gouvernement et opposition, afin de restaurer le calme et la stabilité et de préserver l'ordre constitutionnel.

À ce titre, les mesures restrictives adoptées ce jour par les ministres des affaires étrangères européens à Bruxelles montrent la détermination de l'Union européenne à obliger le gouvernement à prendre le chemin de la négociation et d'une sortie de crise pacifique. Nous devons être en mesure de renforcer ce dispositif en l'absence d'améliorations tangibles.

Nous sommes convaincus en effet qu'une sortie de crise durable passe par le rétablissement d'un dialogue de bonne foi entre toutes les institutions et forces politiques vénézuéliennes, par la tenue d'élections libres et transparentes selon un calendrier précis, ainsi que par le rétablissement de la séparation effective des pouvoirs, en restaurant notamment le Parlement dans les prérogatives que lui accorde la constitution vénézuélienne de 1999.

La libération des opposants politiques emprisonnés et le respect des droits conférés par la Constitution à tous les acteurs politiques de voter et de participer aux élections constituent également des mesures déterminantes et nécessaires. Ce sont ces mesures qui pourront instaurer la confiance, aider le pays à retrouver la stabilité politique et sortir du cercle vicieux économique dans lequel il se trouve.

Nous soutenons pleinement les efforts déployés en ce sens par les acteurs régionaux, par l'OEA ainsi que par le secrétaire général des Nations unies. L'essentiel est pour nous d'apaiser les tensions, internes et régionales, en étant particulièrement attentifs à la légitimité des acteurs engagés dans le processus de médiation. Tous les efforts dans cette direction sont bienvenus et la France soutiendra donc les initiatives en ce sens./.